



PAISC | Programme d'Appui aux Initiatives de la Société Civile



Le PAISC est soutenu par l'Etat du Sénégal et l'Union Européenne à travers le PAISC / 10^{ème} FED



Compte-rendu

Atelier de Capitalisation des projets du PAISC

Partage, Echanges, Capitalisation & Diffusion de connaissances



Décembre 2021

Table des matières

1. INTRODUCTION	3
2. MOT D'OUVERTURE	3
3. PRESENTATION DES ECHANGES	3
PRADALIS (PROGRAMME DE RECHERCHE-ACTION POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'ASSAINISSEMENT DANS LES LOCALITES INTERMEDIAIRES DU SENEGAL)	4
PLANISSIM (PLANIFICATION DE L'ASSAINISSEMENT PAR MODÉLISATION ET SIMULATION PARTICIPATIVE).....	7
SENSE (SUIVRE ENSEMBLE LES SERVICES D'EAU POTABLE DU NORD)	9
PACT (PROJET D'APPUI A LA CERTIFICATION CITOYENNE DANS L'HYDRAULIQUE ET L'ASSAINISSEMENT POUR LA TRANSPARENCE).....	10
SUNU GOX ou PRECISES (PROJET DE RENFORCEMENT DE LA CITOYENNETE ET LA SOLIDARITE POUR UN ENVIRONNEMENT SAIN)	11
C-GENIAL (CITOYENS DE GUEDIAWAYE ENSEMBLE POUR DES INITIATIVES ET ACTIONS LOCALES). 13 VERS UN MOUVEMENT CITOYEN DES QUARTIERS PRECAIRES DE LA BANLIEUE DE DAKAR	13
4. SYNTHESE ET CONCLUSIONS	14
5. ANNEXES.....	15

1. INTRODUCTION

Dans le cadre de son partenariat avec la Plateforme des Organisations de la Société Civile sur l'Eau et l'Assainissement au Sénégal (POSCEAS), le programme Solidarité Eau (pS-Eau) a accompagné l'organisation d'un atelier de partage, d'échanges, de capitalisation et de vulgarisation de connaissances issues des actions portées par les OSCs et financées par le PAISC (Programme d'Appui aux Initiatives de la Société Civile), le Mercredi 15 Décembre 2021 à l'hôtel Ngor Diarama à Dakar.

En effet, dans le but de rehausser la participation des organisations de la société civile aux dialogues sectoriels et à l'exigence de transparence sur la gestion des ressources publiques, le PAISC avait lancé en 2016 deux appels à propositions (AP) ciblant le secteur de l'eau et de l'assainissement qui constitue un des secteurs clés de la coopération de l'Union Européenne avec le Sénégal.

Les organisations de la société civile bénéficiaires ont apporté leurs contributions à l'amélioration des conditions de vie des populations dans le secteur de l'eau et de l'assainissement, entre autres, en tenant compte des nouveaux objectifs de développement durable fixés par les Nations Unies (ODD6) et des politiques et stratégies définies par les autorités nationales.

Cette rencontre a permis de mobiliser environ 30 personnes composé des partenaires institutionnels, des collectivités (partenaires bénéficiaires) et associations partenaires ainsi que des porteurs de projet ayant bénéficié de subvention, leur permettant de mettre en œuvre des actions concrètes.

Le présent rapport synthétise les échanges et recommandations suite aux différentes présentations exposées durant cette session.

2. MOT D'OUVERTURE

La modération de la cérémonie d'ouverture a été effectuée par Monsieur Daouda Sanon, responsable Wash à l'ONG ACRA et chargé des finances à la POSCEAS.

Elle a enregistré l'intervention du Directeur de Enda Eau Populaire Dr Malal Touré, du représentant de la Cellule de Planification, de Coordination et de Suivi des Programmes (CPCSP) Monsieur Saliou Thiaw, du point focal du pS-Eau au Sénégal Mlle Khadidiatou Ba, du chef de la Division des Etudes et Stratégies à la Direction de l'Assainissement Monsieur Abibou Ba.

Ces différents intervenants sont revenus sur l'importance de cette rencontre et des enseignements ultérieurs à valoriser en ce qui concerne les retours d'expérience. C'était également l'occasion de revenir sur les missions du pS-Eau qui œuvre à favoriser des échanges entre les différents acteurs pour la production de connaissances par l'intelligence collective face aux mutations dans le secteur de l'eau et les exigences liées à l'ODD 6, avec des outils et méthodes à vulgariser et l'accompagnement des acteurs.

3. PRESENTATION DES ECHANGES

Deux ans après la clôture du PAISC, les bénéficiaires de subvention sont revenus sur les résultats enregistrés suite à la mise en œuvre des projets. Ces retours d'expériences ont suscité un débat dont la modération a été assurée par Monsieur Abibou Ba et Mlle Khadidiatou Ba, cités supra.

❖ **Résultat 1 : Enjeux et défis de la filière assainissement dans les localités intermédiaires du Sénégal.**

Par Oumou Kalsoum Doucouré, Eau Vive Sénégal :

- Classification des localités intermédiaires du Sénégal ;
- Problématiques de l'assainissement dans les localités intermédiaires du Sénégal ;
- Enjeux et défis de l'assainissement dans les localités intermédiaires du Sénégal.

[Consulter la présentation des enjeux et défis de l'assainissement dans les localités intermédiaires du Sénégal ici.](#)

❖ **Résultat 2 : Capitalisation des initiatives existantes en matière d'assainissement au niveau des localités intermédiaires et étude de cas sur cinq (5) localités.**

Par El Hadj Mamadou Sonko, ISE (Institut des Sciences de l'Environnement) :

- Capitalisation des initiatives existantes en matière d'assainissement au niveau des localités intermédiaires ;
- Etudes de cas sur cinq (5) localités intermédiaires.

[Consulter la présentation sur le retour d'expériences sur des initiatives d'assainissement dans les localités intermédiaires au Sénégal ici.](#)

❖ **Résultat 3 : Suivi Technique et Financier des services d'Assainissement (STEFA) dans les localités intermédiaires du Sénégal, localités tests : Communes de Rosso et Richard-Toll**

Par Khadim Diop, GRET :

- Principe du STEFA ;
- Démarche de conception/mise en œuvre du STEFA ;
- Quelques résultats de suivi.

[Consulter la présentation du Suivi Technique et Financier des services d'Assainissement dans les localités intermédiaires du Sénégal ici.](#)

Contributions de Christophe Le Jallé, programme Solidarité Eau (chef de file du projet) :

Ce projet axé sur la thématique assainissement des petites villes devrait être appropriée par l'ensemble des acteurs intervenant dans le sous-secteur de l'assainissement. Les services de l'Etat par le biais de la direction de l'Assainissement ont été pleinement impliqués au processus. Ce dernier a déjà pris en compte beaucoup des recommandations émises et accompagne maintenant la mise en œuvre d'actions concrètes. Les collectivités locales ont également un rôle important à jouer, malgré le statut non transféré de la compétence assainissement, en lien avec la direction de l'assainissement, l'ONAS (Office National de l'Assainissement du Sénégal), pour le développement de l'assainissement dans ces localités intermédiaires qui représentent un défi conséquent pour le Sénégal.

Contributions

- La DA souligne que la redevance assainissement est une préoccupation institutionnelle et les réflexions sont orientées à trouver un bon mécanisme. Les localités intermédiaires se trouvent souvent hors zone affermée, ce qui constitue donc une contrainte. Une étude portant sur la proposition d'un modèle de gestion est en cours de réalisation. Un état des lieux a été effectué pour la première mission qui a fait l'objet d'une validation. La seconde mission sera principalement axée sur la proposition de modèles de gestion qui seront passés à la loupe pour un choix optimal.
- Transférer la compétence eau et assainissement aux collectivités locales risque de générer plus de contraintes, étant donné la transversalité du secteur de l'eau et de l'assainissement. Toutefois, les collectivités peuvent initier des projets eau-assainissement sous l'appui et l'accompagnement des services techniques.

- En matière de stratégies dans la thématique assainissement, il existe : la SNAR (Stratégie Nationale de l'Assainissement Rural), la SNAU (Stratégie Nationale de développement de l'Assainissement en milieu Urbain et périurbain), la SNAGCR (Stratégie Nationale de développement de l'Assainissement pour les Gros Centres Ruraux). Pour celle-ci, le Guide PRADALIS constitue un guide opérationnel permettant de faciliter l'intervention dans le sous-secteur de l'assainissement au niveau des localités intermédiaires.
- Les collectivités interviennent dans une certaine mesure notamment pour la délibération des espaces permettant d'accueillir les infrastructures d'assainissement et accompagnent le processus.
- L'existence de STBV (Stations de Traitement des Boues de Vidange) conditionne fortement la mise en place d'un service de vidange. Il faudrait arriver à un équilibre du service de vidange qui devrait satisfaire les charges d'exploitation de la station ainsi que l'accessibilité financière des bénéficiaires.
- Il faudrait se poser la question à savoir comment travailler avec les collectivités territoriales pour une prise en charge effective des questions relatives au sous-secteur de l'assainissement.

Questions/Réponses :

- **Quels ont été les critères de ciblage des localités pour l'étude de caractérisation des LIS (Localités Intermédiaires au Sénégal) ?**
- *Le document de l'ANSD (Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie) a été le document de référence pour le recensement des LIS correspondant à une population de 5 000 à 30 000 habitants. Cinq (05) localités ont été choisies sur les 183 identifiées en fonction du niveau de service d'assainissement existant :*
 - o *la localité de Kayar est dotée d'une filière d'assainissement composée, entre autres, d'un réseau de faible diamètre,*
 - o *la commune de Rosso comporte une filière complète mais surtout l'existence d'une initiative municipale avec le démarrage de l'exploitation d'une STBV,*
 - o *Richard-Toll a l'avantage de disposer d'un réseau de collecte des eaux usées et d'une filière de traitement des boues de vidange malgré qu'elle ne soit pas considérée comme une LI car dépassant les 30 000 habitants,*
 - o *la commune de Bignona a été choisie pour faire un maillage territorial et également mettre en évidence les initiatives mises en œuvre,*
 - o *le choix a également été porté sur la commune de Foundiougne afin d'analyser les approches développées dans les territoires en bordure de mer.*
- **Existence d'un contrôle sur la gestion des boues collectées par la vidange mécanique ou manuelle ?**
- *L'esprit de PRADALIS était de capitaliser l'existant et de mettre en évidence les forces et les points noirs. L'objectif est surtout de mettre en lumière les bonnes pratiques sur toute la filière de l'assainissement qui peuvent être répliquables et profitables dans d'autres localités. Il faudrait aller vers une formule où la municipalité est au cœur de la gestion du service d'assainissement, celle-ci étant la plus proche des populations.*
- *Pour le cas de Rosso, l'exploitation de la STBV était déléguée à la commune. A Richard-Toll, l'ONAS en assurait l'exploitation.*

- **Quelle vision de l'approche filière de l'assainissement ?**
- *L'assainissement, par rapport aux ODDs, ne peut plus être réfléchi par rapport à chaque maillon de la chaîne de valeur. La phase diagnostique qui s'est avérée exhaustive a mis en évidence les bonnes pratiques, les points d'attention et la méthodologie de caractérisation. Une réflexion doit être engagée sur le transfert des compétences de l'assainissement aux municipalités.*

- **Quels sont les différents sites de dépotage des boues vidangées manuellement ?**
- *Par rapport à la vidange manuelle, les sites de dépotage artisanaux sont remarqués notamment avec l'aménagement d'espaces de recueil des boues au sein de la maison ou de la concession. Dans la localité de Bignona par exemple, les boues sont évacuées en même temps que les eaux de ruissellement dans la nature. A Foundiougne, les déchets sont rejetés directement en mer.*

- **Un point d'attention mérite d'être fait sur les problématiques de qualité d'eau au sortir des stations de traitement (Cf. [présentation de l'outil STEFA](#)) dans la mesure où ces eaux sont très souvent réutilisées à des usages incontrôlables.**
- *L'outil STEFA a permis de mettre en évidence des indicateurs et d'alerter. Dès lors, il constitue un outil d'aide à la décision et permettrait aux décideurs d'agir en conséquence.*

- **Les cadres de concertation consultés ont-ils été créés ou se sont-ils basés sur l'existant ?**
- *Les cadres de concertation ont été mis en place dans le cadre de l'étude par les municipalités. Le cadre de concertation régional de Saint-Louis existant étant plus large, a permis d'assurer dans une certaine mesure la pérennité de l'initiative. D'ailleurs, la restitution des résultats a été faite à ce niveau.*

- **Dans la mesure où la compétence générale incombe aux collectivités de s'impliquer dans toute action de développement, quelles sont les actions concrètes posées par les collectivités territoriales dans le cadre du projet (au-delà de la délibération des espaces) ?**
- *Les collectivités locales ont donc mis en place les cadres de concertation et ont accompagné le processus de réalisation de l'étude notamment en mettant à disposition les données bibliographiques nécessaires. Elles ont également facilité la phase d'enquêtes dans leur territoire.*

- **Quelles sont les stratégies développées de façon concrète dans le cadre du projet en ce qui concerne la faible capacité d'intervention des services techniques dans le sous-secteur de l'assainissement ?**
- *Il est important de bien outiller ces services d'assainissement en ressources humaines et financières. En effet, les communes doivent être accompagnées de services techniques compétents en charge de l'hygiène et de l'assainissement.*

- **Les données de PRADALIS méritent d'être actualisées car datant de 2019, il ne faudrait donc pas occulter les dynamiques en cours.**
- *Le guide est contextualisé en 2019 mais l'approche méthodologique demeure la même.*

- **Quelles sont les perspectives en vue pour le modèle STEFA ?**
- *Avec une périodicité de 6 mois, le STEFA doit faire l'objet d'une actualisation régulière pour témoigner de l'évolution des données. Le guide PRADALIS retrace la méthodologie à retenir pour l'élaboration d'un outil STEFA, outil qui mérite d'être appropriée par les décideurs.*
- **Le partage du guide PRADALIS a également été réclamé.**
- *Le guide PRADALIS est un guide au bénéfice de l'ensemble des localités intermédiaires. D'ailleurs, l'élaboration de la SNAGCR permettant de développer une stratégie spécifique pour ces LI est à saluer. Le guide sera disponible et partagé dans les prochains jours ainsi qu'un lien vers une page Web listant toute la documentation réalisée dans le cadre du projet. Il sera disponible officiellement sous format physique lors d'un atelier sur l'assainissement dans les petites villes prévu pour Février 2022.*
- *La richesse des parties prenantes de ce projet a été souligné. En effet, le comité de pilotage présidé par la Direction de l'Assainissement (DA) et la CPCSP a mobilisé les collectivités locales au travers de l'AMS (Association des Maires du Sénégal), l'ADS (Association des Départements du Sénégal), les OSCs (CONGAD) et les acteurs de la recherche (ISE).*

Mr Mouhamadou Gueye, Directeur de l'Assainissement Autonome à l'ONAS (DAA), a émis des félicitations, au nom du Directeur Général de l'ONAS, à cette importante initiative qui vise à améliorer les services d'assainissement. L'ONAS soutient le partenariat avec la société civile, les collectivités territoriales, le secteur privé pour améliorer les résultats dans le secteur de l'assainissement. C'est la raison pour laquelle plusieurs partenariats sont signés avec ces parties prenantes, avec une démarche participative, constructive et inclusive pour régler les problèmes d'assainissement. Monsieur Gueye est revenu sur la situation des STBV au Sénégal en faisant le point :

- 13 STBV ont été réalisées à ce jour ;
- 17 STBV seront réalisées d'ici 2025-2030 ;
- 4 STBV seront réhabilitées et portées à une plus grande capacité notamment : Rufisque, Tivaouane Peulh, Niayes, Cambérène.

Autant d'efforts consentis par l'ONAS pour assurer un bon maillage au niveau national, l'objectif étant donc d'arriver à une STBV par département. Un appel a été lancé dans ce sens pour converger les efforts.

PLANISSIM (PLANIFICATION DE L'ASSAINISSEMENT PAR MODÉLISATION ET SIMULATION PARTICIPATIVE)

Par Rémi Lombard-Latune, INRAE (Institut National de Recherche pour l'Agriculture, l'Alimentation et l'Environnement) :

- Pourquoi PLANISSIM ?
- Objectifs et résultats attendus ;
- Présentation de WasteWag ;
- Résultats de Planissim ;
- Conclusions ;
- Perspectives.

[Consulter la présentation de PLANISSIM ici.](#)

Contributions

- Le projet PLANISSIM voit toute sa pertinence dans la mesure où il a donné la voie à un acteur très souvent délaissé dans le sous-secteur de l'assainissement notamment les populations.

Cependant, la SNAR place le ménage au cœur du projet d'acquisition de ses équipements individuels, en lui proposant plusieurs options technologiques d'assainissement à travers l'approche marché.

Questions/réponses :

- **Quels ont été les critères de choix des zones d'intervention de Rufisque Nord et Ranérou Ferlo ?**
 - *ACTED intervenait déjà à Ranérou et avait donc une bonne connaissance des acteurs sur place. Pour la zone de Rufisque Nord, le choix est parti d'un sondage qui a montré un fort intérêt des populations pour ce projet.*

- **Y'a-t-il eu une évaluation des outils développés dans le cadre du projet pour apprécier le degré de maîtrise des populations ?**
 - *Une évaluation technique des scénarios a été effectuée en interne. Par ailleurs, les acteurs ont également été consultés dans ce sens.*

- **Les solutions d'assainissement proposées, répondaient-ils aux besoins de la zone ?**
 - *6% ont donné une réponse défavorable, 10% pensent que les solutions correspondent assez bien aux besoins de la zone et 84% sont en parfaite adéquation avec les solutions proposées.*

- **La Direction de l'Assainissement a un fort intérêt pour la réutilisation des sous-produits de l'assainissement dans le cadre de l'économie circulaire. Existe-t-il des éléments à partager dans ce sens ?**
 - *L'outil permet en effet de discuter des questions de valorisation. Dans le cadre du projet, l'intérêt pour la valorisation des eaux grises et des boues sous forme de biogaz a été manifesté. En zone rurale et en particulier sur les territoires sur lesquels l'ATPC a été déroulée, la particularité observée est que les attentes en termes de valorisation sont faibles. Un module complémentaire est en cours de développement notamment pour évaluer les risques sanitaires liés à la manipulation des sous-produits de l'assainissement qui ne répondent pas aux normes.*

- **Est-il possible d'opérationnaliser l'outil WasteWag dans le cadre de la planification territoriale ?**
 - *Les acteurs consultés pensent à hauteur de : 10% que le plan était peu réalisable, 10% assez bien réalisable et 80% qu'il était bien réalisable. Des chiffres ont été donnés notamment pour le taux de probabilité de réalisation dans les deux prochaines années : 16% pensent que la probabilité est faible, 23% assez peu probable, et 60% restent optimistes dans ce sens.*

- **Il faudrait aller vers un partenariat avec les collectivités, les OSCs afin de valoriser les résultats développés dans le cadre de cette activité pour une éventuelle mise à l'échelle.**
 - *L'outil peut être développé sur différentes zones en veillant à son adaptation dans le milieu. Pour une mise à l'échelle, une dynamique collective prenant en compte l'ensemble des acteurs serait nécessaire.*

- **Quelles sont les perspectives pour l'outil WasteWag ?**
 - *L'outil doit être testé sur l'ensemble des acteurs pour évaluer dans quelle mesure la dynamique collective est prise en compte. L'outil peut servir de support d'animation de cadres de concertation.*

- **Quel est, à ce jour, le niveau de diffusion de l'outil WasteWag ? Quel accès à cet outil important dans la mesure où un outil similaire est développé dans le cadre d'un partenariat entre le GRET et la POSCEAS sur la thématique des services d'eau ?**
- *L'ensemble des travaux de recherche développés ont été soumis aux personnes intéressées : les OSCs, la direction de l'assainissement. L'outil est libre, et il peut être envisagé de créer un site Internet pour faciliter l'accès à la documentation. Cependant, l'utilisation de l'outil mérite une formation. Des perspectives en vue du FME (Forum Mondial de l'Eau) sont en cours.*

SENSE (SUIVRE ENSEMBLE LES SERVICES D'EAU POTABLE DU NORD)

Par Djiby Sarr, GRET :

- Éléments de contexte ;
- Objectifs du projet ;
- Activités et résultats ;
- Retour sur la démarche de recherche partenariale ;
- Enseignements et recommandations ;
- Dispositifs de dialogue multi-acteurs.

[Consulter la présentation de SENSE ici.](#)

Contributions

- Une grande problématique est née autour de la gestion des SAEP (Systèmes d'Adduction d'Eau Potable) en milieu rural avec la mise en place des opérateurs privés. La pertinence de la mise en place d'une autorité de régulation est à étudier notamment entre l'OFOR, les Usagers et les opérateurs privés. Aller vers une nouvelle représentation des usagers qui constituerait le rempart entre les consommateurs et les opérateurs est également importante et c'est là où se trouve toute la pertinence du projet qui propose une intégration des usagers sous une nouvelle forme.
- Il est nécessaire de capitaliser l'ensemble des expériences menées dans le cadre du secteur et les prendre en compte dans les futures initiatives.
- Il est important de dynamiser les dispositifs de dialogue mis en place pour assurer leur pérennité.

Questions/réponses :

- **Comment les initiatives développées par la société civile ont-elles été utilisées par les différents acteurs ?**
- *Des actions ont été posées pour la prise en compte de certains résultats. En effet, le projet SENSE a été évalué et restitué aux autorités compétentes notamment l'OFOR.*
- **La perception des usagers, les dispositifs organisationnels et les cadres de dialogue, autant d'études menées dans le cadre du projet et qui permettent d'arriver à un cadrage parfait de la situation. Les autorités ministérielles considèrent qu'un plan de communication s'impose, lequel aurait le rôle de faire un focus sur l'amélioration des services d'accès à l'eau afin d'arriver à une meilleure acceptation de la réforme.**
- *Ce sont des initiatives à louer surtout pour des besoins de redevabilité et de transparence. D'ailleurs les résultats de l'évaluation de la réforme, hormis une restitution au niveau national, devraient être partagés aux communautés pour une meilleure connaissance des enjeux et une meilleure compréhension. Il peut être pertinent de mettre en place des comités de délégation de service public selon les différentes zones en DSP ou aller vers l'érection d'une autorité de régulation si nécessaire.*

PACT (PROJET D'APPUI A LA CERTIFICATION CITOYENNE DANS L'HYDRAULIQUE ET L'ASSAINISSEMENT POUR LA TRANSPARENCE)

Par Massamba Gaye, GRET :

- Contexte ;
- Objectifs ;
- Logique d'intervention ;
- Activités/Résultats ;
- Contraintes/défis ;
- Perspectives.

[Consulter la présentation de PACT ici.](#)

Contributions de Ibrahima Niang, Forum Civil (chef de file du projet) :

L'outil de certification citoyenne permet aux citoyens de mesurer les performances des acteurs évoluant dans les services d'eau et d'assainissement. Elaboré en 2009, l'outil en question avait comme vocation d'évaluer les collectivités territoriales par rapport à l'administration de leur commune leur permettant d'améliorer leur système de gouvernance. Différents aspects ont été des obstacles dans le projet notamment la lourdeur de l'outil proposé par le consultant au départ qui a dû être réadapté pour une meilleure appropriation par les acteurs du secteur de l'eau et de l'assainissement. Pour les besoins de continuité du processus (phase test de l'outil dans 4 à 5 localités), il était nécessaire de disposer d'un avenant de 6 mois.

Contributions

- Etablissement d'un document stratégique d'intervention des OSC dans le secteur de l'eau et de l'assainissement.
- Proposition d'un outil cartographique de l'intervention des organisations de la société civile au niveau national dans le secteur de l'eau et de l'assainissement porté par la POSCEAS.
- Les formations en matière de budget programme sont à saluer, les besoins de formation sur cette thématique sont encore présents.
- Le programme Solidarité Eau, conformément à ses missions d'intervention, se propose comme catalyseur permettant d'organiser un cadre de concertation entre la société civile et les partenaires institutionnels.
- Les acteurs de la recherche doivent également être parties prenantes du processus de concertation.
- Il est important de considérer la société civile comme partenaire et d'améliorer la communication autour de leur logique d'intervention. Elle permet même, dans une certaine mesure, d'éclairer les pistes d'exploration des politiques stratégiques nationales.
- La gouvernance est un principe englobant plusieurs niveaux. En effet, il est important, entre autres, de renforcer l'action de la société civile sur les questions de financement, de production de connaissances dans la mesure où pas mal d'initiatives sont menées et peu de documentation associée existante.
- Le Forum Civil procédera à la diffusion dans les prochains jours de l'indice de perception de la corruption, diffusé chaque année. Plus de 100 sections existent au Sénégal à travers une présence au niveau des 45 départements et au niveau des régions. Il est déplorable de souligner que le Forum civil est très souvent à couteaux tirés avec les acteurs étatiques sur les problèmes de gouvernance, de transparence et de reddition des comptes.
- L'IPAR a comme perspectives de développer des projets traitant de thématiques similaires (à celles présentées durant la journée) durant la période 2021-2023 financé par BMGF (Fondation Bill et Melinda Gates) en partenariat avec Speak Up Africa et Niyel. D'ailleurs celle-ci a

développé le même dispositif que PLANISSIM. Il est important d'harmoniser les interventions et développer des synergies permettant d'optimiser les différentes actions menées dans le secteur.

Questions/Réponses :

- **Un projet sur le renforcement de la gouvernance dans le secteur de l'eau et de l'assainissement est en cours de lancement au niveau de CRS (Catholic Relief Services) à Kolda. Cependant, la documentation sur le projet présenté n'a pas été retrouvée.**
- *L'outil a été conçu mais nécessite une consolidation par le biais d'une phase test avant diffusion. Le projet a fait intervenir les sections régionales du forum civil. Le dynamisme de celle de Kolda a favorisé l'incubation du projet. Les contacts seront partagés afin de faciliter la mise en œuvre du projet en cours cité précédemment.*
- **Quels ont été les acteurs intervenus dans le cadre du projet au niveau de la région de Kédougou ?**
- *Le service régional de l'action sociale, car connu au préalable, a été la porte d'entrée pour effectuer un bon maillage de la connaissance des OSCs intervenant dans la zone. Cependant, les sessions de formation ont mobilisé l'ARD (Agence Régionale de Développement), la DRA (Direction Régionale de l'Assainissement) et quelques communes.*
- **La même dynamique a été enclenchée au niveau de la région de Kédougou, à savoir l'opérationnalisation des outils de contrôle citoyen de l'action publique notamment le budget participatif. L'implication plus accentuée des collectivités, qui sont les réceptacles et portes d'entrée en termes de développement, peut faciliter l'opérationnalisation des différentes initiatives en plus d'assurer leur durabilité.**
- *En ce qui concerne le budget participatif, les communes avaient enclenché des dynamiques mais la réponse citoyenne n'était pas au rendez-vous. L'objectif du projet était donc de les renforcer pour une meilleure compréhension des enjeux, de participer au suivi et à la bonne gouvernance du contrôle citoyen sur l'eau et l'assainissement.*

CRS s'est porté volontaire pour donner suite au projet PACT en appuyant financièrement le Forum Civil et le Gret dans la consolidation de l'outil de certification citoyenne sur l'eau et l'assainissement.

SUNU GOX ou PRECISES (PROJET DE RENFORCEMENT DE LA CITOYENNETE ET LA SOLIDARITE POUR UN ENVIRONNEMENT SAIN)

Par Maïmouna Ndiaye, Y'en a Marre :

- Présentation d'un film de capitalisation du projet ;
- Compléments de présentation.

[Consulter le film de capitalisation ici.](#)

[Consulter la playlist Sunu Gox ici.](#)

[Consulter la présentation de SunuGox ici.](#)

Témoignage de Mamadou Atibou Diallo, ASC Bokk khalat, Yeumbeul (bénéficiaire de subvention) :

- Il était difficile pour les populations de concevoir le fait de s'organiser en associations et d'acquérir des financements pour la réalisation d'actions concrètes. L'ASC (Association Sportive et Culturelle) de Yeumbeul a été au cœur du projet de construction du complexe sportif à Yeumbeul, ce qui réoriente le rôle des ASC (regroupant une grande richesse d'acteurs) qui peuvent être des porteurs de projet au-delà d'une opérationnalité uniquement pendant

les « Navetane ». Ce projet a été une source d'inspiration pour l'ASC à se lancer dans le portage de projets d'intérêt général (réalisations : boulangerie, point de transfert d'argent, collecte de fonds pour le curage d'une canalisation à proximité de l'école). Les initiatives mises en place ont même inspiré les municipalités qui se sont manifestées à travers la construction d'une école primaire.

Témoignage de Mamadou Moustapha Fall, ASC Jeunesse Positive, Guédiawaye (bénéficiaire) :

- Le projet a permis la construction d'un terrain de Basket. Celui-ci abrite des activités culturelles qui nécessitent le paiement d'une caution permettant d'alimenter les fonds de l'association.

Questions/Réponses :

- **Sur quelle base ont été sélectionnés les projets ?**
- *Un appel à projets a été diffusé dans un premier temps auprès des associations ayant suivi la formation en cartographie collaborative et dans un second temps ouvert sur les réseaux sociaux en déclinant les différents paramètres à savoir : la zone, le type de projet et les thématiques. Un comité de sélection mobilisant élus locaux, notables, GRET et Y'en A Marre ont procédé à la sélection des projets après un entretien avec les différents candidats.*
- **Les a priori étant nombreux autour du statut revendicatif de l'organisation Y'en a Marre, il n'a pas été facile au sein du GRET de s'accorder sur le partenariat au début du projet. Mais les actions réalisées ont balayé tous ces aspects en montrant une organisation dynamique et engagée sur les problématiques citoyennes. L'objectif du GRET pour le cas de ce projet était de former Y'en A Marre dans le suivi financier. Suite à ce projet, y'a-t-il eu d'autres tentatives de recherche de financement ?**
- *Y'en A Marre est désormais mieux organisée en termes de finances et dispose d'une comptabilité. Cela a permis par la suite de travailler sur d'autres projets dont le projet de télé citoyenne en cours actuellement appuyé par la fondation Ford.*
- **Existe-t-il des mécanismes de financement inclusifs permettant de démultiplier les projets et initiatives dans une démarche de modèle économique équilibré ?**
- *L'idée était finalement d'amener les populations à s'engager dans une logique d'autofinancement, comme a témoigné le représentant de l'ASC Yeumbeul.*
- **Kédougou est la région des paradoxes avec bientôt 3 sociétés d'exploration de l'or qui n'impulsent pas pour autant l'activité économique. Sabodala a accueilli la première usine d'exploitation d'or. En 2017, des tentatives d'incitation des jeunes à l'emploi indirect en les capacitant à l'entrepreneuriat ont été explorées. Des axes de collaboration peuvent être envisagés avec la commune de Yeumbeul en facilitant le partage d'expériences entre jeunes de Kédougou et jeunes de la banlieue de Dakar.**
- *Les lignes directrices des indications du bailleur ne permettent pas forcément de générer de l'emploi direct mais par le biais des actions concrètes mises en œuvre, les associations peuvent avoir une grande force de propositions dans ce sens. A travers le concept NTS (Nouveau Type de Sénégalais) de Y'en A Marre, différents chantiers ont été développés. Le chantier entrepreneurial n'a pas été laissé en rade et encourage les initiatives locales.*
- *Par ailleurs, l'entrepreneuriat est à encourager mais surtout à encadrer dans la mesure où il nécessite certains prérequis.*

USAID a lancé un appel à propositions sur la transparence des activités d'extraction minière, consulter le document [ici](#).

C-GENIAL (CITOYENS DE GUEDIWAYE ENSEMBLE POUR DES INITIATIVES ET ACTIONS LOCALES)

Par Barbagli Giovanni, COSPE :

- Contexte général ;
- Approches de l'intervention ;
- Objectif général ;
- Objectifs spécifiques ;
- Activités réalisées et résultats obtenus.

[Consulter la présentation de C-GENIAL ici.](#)

Témoignage de Abdoulaye Sall, coordonnateur du bureau du développement local à la commune de Ndiareme Limamoulaye (partenaire-bénéficiaire) :

- Il faut souligner que dès le départ, le projet avait été biaisé. En effet, le coût du projet avait été communiqué et avait suscité beaucoup d'attention. Par ailleurs, la banlieue regroupe un bon nombre d'acteurs regroupés en organisations, associations permettant d'impulser le développement local. Plusieurs critères ont permis de choisir les OCB bénéficiaires : intervention dans le domaine de l'eau et de l'assainissement, statut juridique légal.
- La définition des sites d'installation des puisards collectifs a constitué un problème. Les puisards individuels étaient parfois délaissés au profit des puisards collectifs, entraînant leur saturation. Les femmes et les jeunes étant chargés de l'entretien ont eu du mal à suivre, ce qui a donc entraîné la fermeture de ces ouvrages qui n'étaient plus fonctionnels finalement.
- Un espace de détente et de jeux avait été aménagé pour les enfants, mais l'OCB en charge de la gestion était en désaccord avec les riverains qui avaient tendance à déverser les eaux usées à proximité.
- De nombreuses réalisations ont connu un succès notamment : le reboisement au niveau des écoles, l'aménagement d'espaces publics.

Questions/Réponses

- **Pourquoi le cadre citoyen n'avait pas été formalisé, d'autant plus que la mairie avait accompagné le processus ?**
- *Par rapport au cadre citoyen, la mairie était dans les dispositions de parvenir à une formalisation de ce dernier. Cependant, la durée du mandat du cadre citoyen n'a pas fait l'unanimité.*

VERS UN MOUVEMENT CITOYEN DES QUARTIERS PRECAIRES DE LA BANLIEUE DE DAKAR

Par Magatte Diouf, UrbaSen :

- Contexte d'intervention du projet ;
- Objectifs ;
- Résultats ;
- Enseignements tirés ;
- Perspectives.

[Consulter la présentation de « Vers un mouvement citoyen des quartiers précaires de la banlieue de Dakar » ici.](#)

[Consulter le film du projet de dotation de poubelles réglementaires ici.](#)

[Consulter le film du projet de construction de puisards à Djiddah Thiaroye Kao.](#)

Témoignage de Pape Ameth Keïta, UrbaSen :

- L'ensemble des projets ont été réalisés par les populations elles-mêmes. En effet, plus de 500 groupes communautaires ont été mobilisés, répartis dans les différents quartiers. UrbaSen est une structure bicéphale avec l'ONG du même nom et parallèlement une structure communautaire notamment la Fédération Sénégalaise des Habitants (FSH) qui compte aujourd'hui près de 20 000 membres composés à 95% de femmes. Un mécanisme de financement interne a été mis en place avec la structuration d'un fonds rotatif, parti de 9 millions FCFA en 2014 à une centaine de millions aujourd'hui. Les cotisations individuelles mensuelles s'élèvent à 140 FCFA. Pour les partenaires financiers externes, des incitations participatives au fonds rotatif sont également encouragées. Les collectivités territoriales sont pleinement impliquées dans le processus.

Témoignage de Mamadou Fall, Wakhinane Nimzatt :

- Les collectivités ont été effectivement associées au processus. Il y a eu une évolution des mentalités allant dans le sens de la participation citoyenne. Le fonds rotatif a permis de créer 87 groupements de femmes encore opérationnels à ce jour. Ces groupements de femmes sont parfois également vecteurs de transmission d'informations pour la collectivité.

Témoignage de Al Housseynou Sow, Fédération Sénégalaise des Habitants :

- Le projet a répondu à des besoins réels dans la commune de Djiddah Thiaroye Kao. Les projets ont été initiés par les populations elles-mêmes, permettant de répondre à des besoins spécifiques. Les puisards collectifs ont permis de recueillir les eaux usées, permettant d'assainir les ruelles et d'améliorer la santé publique. Les femmes ont été dotées de matériels de nettoyage : ainsi, des opérations de nettoyage hebdomadaires sont organisés dans le but de rendre propre l'environnement immédiat. La réhabilitation de toilettes individuelles pour certains ménages ciblés (en situation économique précaire) a également été mis en œuvre dans le cadre de ce projet. Des espaces publics ont été aménagés à la place de terrains nus longtemps considérés comme dépotoirs d'ordure et lieux enclins à l'insécurité. Les OCBs ont été responsabilisés et les dépenses ainsi que les allocations budgétaires se sont faits dans la transparence.

Contributions :

- Le développement des territoires passe nécessairement par les initiatives citoyennes. Les OSC doivent redoubler d'efforts dans le financement des investissements. Les temps d'échanges doivent permettre, dans une suite logique, de poursuivre des actions concrètes.
- A Dalifort Forail, seuls les projets menés par l'Etat sont initiés. Un appel a donc été lancé pour inviter les partenaires à investir dans la zone.
- Encourager le benchmarking est important et permet d'inciter les uns et les autres de tirer le meilleur de chacun, mais surtout partager les expériences réussies au niveau local.

Les projets PROELA (Projet Expérimental de Latrine appropriée et accessible dans les zones péri-urbaines et rurales du Sénégal) et de Promotion du Contrôle Citoyen et du Droit à l'Eau et l'Assainissement au Sénégal n'ont pas pu être présentés suite à une indisponibilité signalée par les porteurs de projet.

4. SYNTHÈSE ET CONCLUSIONS

Cet atelier a permis le partage des expériences déroulées dans le cadre du Programme d'Appui aux Initiatives de la Société Civile (PAISC) mais a surtout favorisé l'interaction entre les partenaires institutionnels, les porteurs de projet et les bénéficiaires.

Au terme de cette rencontre, il est possible de retenir que :

- Le temps imparti pour la mise en œuvre des projets s'est finalement avéré relativement faible et a constitué un frein à l'incubation et la consolidation de ces derniers, surtout pour ce qui est de la recherche-action.
- Une co-coordination (PAISC et Ministère Eau-Assainissement) en phase de mise en œuvre est nécessaire pour garantir l'appropriation institutionnelle, l'intégration des résultats dans les stratégies sectorielles ainsi que l'optimisation des interventions.
- Les OSCs devront travailler en amont avec les acteurs institutionnels pour assurer un meilleur portage, une co-exécution (réflexions, orientations) de certaines initiatives dont les résultats ambitionnent d'alimenter des réformes.
- Les organisations de la société civile doivent davantage se pencher sur la production de connaissances ainsi que des méthodologies de passage à l'échelle des résultats testés.

En termes de perspectives :

- La Direction de l'Assainissement, en la personne de Monsieur Abibou BA, se porte garant du portage institutionnel des préoccupations essentielles émises durant les échanges et du partage de l'ensemble des initiatives présentées à la Direction de l'Assainissement.
- Pour des perspectives d'appels à projet similaires, il est suggéré à l'Union Européenne et autres partenaires au développement de tenir compte des contraintes ci-listées et d'exploiter ce document qui constitue un outil d'aide à l'orientation pour les initiatives futures.

5. ANNEXES

Liste des participants

N°	Nom	Prénom	Fonction	Mail
Présentiel				
1	Sanon	Daouda	Point focal Wash / ACRA	daoudasanon@acra.it
2	Faye	André	Wash Manager / World Vision	andre_faye@wvi.org
3	Mancabou	Jean Marie	Responsable service technique / Commune de Grand Dakar	jmmancabou@gmail.com
4	Niang	Ibrahima	Forum Civil Mbour	ibounia@gmail.com
5	Ba	Khadidiatou	Représentante pays / pS-Eau	khadidiatou.ba@pseau.org
6	Diallo	Saïfoulaye	Secrétaire municipal / Commune de Bandafassi	sayfomar670@gmail.com
7	Ba	Adama Sangaré	Chef de Division de la planification, de la formation et de la bonne gouvernance / ARD Kédougou	adamaba47@gmail.com
8	Cissé	Ndiaya	Coordonnatrice WASPA / IPAR	ndiaya.cisse@ipar.sn
9	Sambe	Bamba	Responsable de développement de projets / ACTED	Senegal.pdo@acted.org
10	Sonko	El Hadj Mamadou	Expert eau, assainissement et gestion des boues de vidange / ISE	elmsenko@gmail.com

11	Doucouré	Oumou Kalsoum	Conseillère technique génie rural / Eau Vive Sénégal	okdoucoure.evs@gmail.com
12	Diop	Khadim	Chef de projet / GRET	diop.senegal@gret.org
13	Ndiaye	Maïmouna	Responsable projets / Y'en A Marre	maymay.ndiaye@gmail.com
14	Diallo	Mamadou Atibou	Responsable ASC Bokk Khalat / Yeumbeul	atiboudiallo@gmail.com
15	Fall	Mamadou Moustapha	Acteur culturel / Manager	tafzion@gmail.com
16	Aïdara	Mouhamdy	Direction de l'Assainissement Autonome / ONAS	aidaramouhamdy@gmail.com
17	Gueye	Mouhamadou	Directeur de l'Assainissement Autonome / ONAS	mouhamadou.gueye@onas.sn
18	Sarr	Djiby	Chef de Projet / GRET	sarr.senegal@gret.org
19	Gaye	Massamba	Chef de Projet / GRET	gaye.senegal@gret.org
20	Ndiaye	Cheikh Fall	RED / CONGAD	cheikhfndiaye@yahoo.fr
21	Diop	Kiné	Responsable Régionale Communication / WaterAid	kinediop@wateraid.org
22	Diop	Fatim	Responsable de plaidoyer / WaterAid	kinefatimdiop@wateraid.org
23	Sow	Al Housseynou	Fédération Sénégalaise des Habitants	
24	Keïta	Papa Ameth	Coordonnateur / UrbaSen	keita@urbasen.org
25	Thiaw	Saliou	Planificateur / CPCSP	sthiaw077@gmail.com
26	Diouf	Magatte	Chef de projet / UrbaSen	magattebirane@gmail.com
27	Fall	Mamadou	Mairie Wakhinane Nimzatt	fallmamadoufall17@gmail.com
28	Samb	Mayoro	CIMAC	mayorosamb@gmail.com
29	Ba	Abibou	Chef de division études et stratégies / Direction de l'Assainissement	mbibou@gmail.com
30	Diallo	Mame Tacko	Coordonnatrice POSCEAS	mtdiallo.evs@gmail.com
31	Touré	Malal	Directeur Enda Eau Populaire	malal@endatiersmonde.org
32	Sall	Abdoulaye	Coordonnateur bureau développement local / Commune de Ndiareme Limamoulaye	sallablaye55@yahoo.fr
33	Fall	Mamadou	Mairie Dalifort	
34	Giovanni	Barbagli	Représentant Pays / COSPE	giovanni.barbagli@cospe.org
35	Thiam	Cheikh Ahmed Fadel	Responsable WASH / CRS	cheikhahmedfadel.thiam@crs.org
Virtual				
36	Le Jallé	Christophe	Directeur adjoint / pS-Eau	le-jalle@pseau.org
37	Lombard-Latune	Rémi	Ingénieur de recherche (PhD), réutilisation des eaux usées traitées et assainissement au Sud / INRAE	remi.lombard-latune@inrae.fr
38	Stabursvik	Andreas	Program Manager / PlanBørnefonden	andreas.stabursvik@planbornefonden.dk